

**ASSEMBLEE NATIONALE**13 mai 2005

---

CONFIANCE ET MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE - (n° 2249)

**AMENDEMENT**

N° 20

présenté par  
M. HOUILLON, rapporteur  
au nom de la commission des lois  
saisie pour avis

-----  
**ARTICLE 10**

Dans le dernier alinéa du 2° du II de cet article, substituer aux mots :

« toute autre pratique contraire aux dispositions législatives ou réglementaires destinées à assurer la protection des investisseurs contre ce type de pratiques »,

les mots :

« l'une des pratiques mentionnées au premier alinéa du I de l'article L. 621-14 ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La référence à deux reprises dans la même phrase à des « pratiques » qui ne sont pas explicitées – et ne seraient pas de même nature les unes et les autres – est trop imprécise et ambiguë.

Cet amendement vise donc à renvoyer, pour la référence à ces pratiques pouvant porter atteinte à la protection des investisseurs, au premier alinéa du paragraphe I de l'article L. 621-14 du code monétaire et financier. Cette coordination permettra par ailleurs d'harmoniser le champ d'intervention de l'Autorité des marchés financiers en matière de pouvoir d'injonction et de pouvoir de sanction.